

ABONNEMENTS
LES ABONNEMENTS partent des 1er et 15 de chaque mois et se paient d'avance.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL
Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

INSERTIONS
LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Table with columns: Cahors, Mercuès, Parnac, Luzech, Castelfranc, Puy-l'Evêque, Duravel, Soturac Touzac, Fumel, Monsempron-Libos. Rows show arrival and departure times for various routes.

Cahors, le 16 Décembre 1875

Paris, 14 Décembre, 7 h. soir.
Le résultat du scrutin est proclamé à 6 heures et demie.
Un candidat de la liste des gauches a été seul élu.
M. Fourcand.

Versailles, 15 décembre, 7 h. 30 soir.

- Dix-huit sénateurs de la liste gauche ont été nommés.
MM. Carnot, Général de Cha'ron, Carbon, Crémieux, de Douhet, Gouin, Lanfrey, Lepetit, Général Letteiller-Valazé, Littré, de Lorgeuil, Morin, Rampon, de Saisy, Scherer, Scheurer-Kestner, Testelin, de Tocqueville.

Si les bonapartistes et une partie de l'extrême droite ont abandonné la droite pour voter avec leurs adversaires les plus implacables, nous n'en continuons pas moins à penser, pour notre compte, que les choix faits par la représentation nationale n'ont rien de dangereux et d'inquietant.

Le Journal de Paris confirme en ces termes, les informations ministérielles que nous avons données avant-hier :

On affirme qu'il n'y a absolument rien de vrai dans le bruit qui a couru de la démission de M. le vice-président du conseil.
M. Buffet estime que l'Assemblée, depuis le vote de la loi électorale, est moralement dissoute, que par conséquent le cabinet n'a pas besoin d'avoir la confiance de la majorité et qu'il lui suffit d'avoir celle du président de la République.

Après les élections, la situation sera différente. Si le ministère n'avait pas la confiance des nouvelles Chambres, il se retirerait immédiatement.

Le Moniteur universel contient, de son côté, ce qui suit :
Les journaux bonapartistes sont très-mélancoliques en ce moment. Ils laissent la retraite de M. Buffet et ils l'adjurent de ne pas donner suite aux idées qu'on prête en ce moment dans les cercles parlementaires, à M. le vice-président du conseil. On n'est pas plus ingénieux que ces journaux. Mais il leur était bien facile d'épargner à M. Buffet le mécompte qui menace de provoquer sa retraite : c'était d'obtenir du groupe de l'appel au peuple qu'il portât, d'accord avec la droite, M. Buffet au Sénat. Or, cette mince concession, les bonapartistes l'ont-ils faite? Non. Après mûre délibération du groupe de l'appel au peuple, il a été décidé que le nom de M. Buffet serait rayé des listes sénatoriales, en sorte que M. le vice-président du conseil s'est trouvé en minorité, non par le fait des orléanistes, mais par le fait des bonapartistes et des cheual-légers, pour lesquels le ministère s'est compromis comme à plaisir et systématiquement depuis six mois.

Voilà la situation, M. Naquet, M. Rouher, M. de la Rochette, n'ont pas voté pour M. le vice-président du conseil, et c'est l'abstention des groupes commandés par ces trois chefs, qui a occasionné l'insuccès de l'honorable ministre.

Les esprits impartiaux et sages seront unanimes, en présence de ce qui se passe, pour exprimer l'avis qu'il eût été préférable de renoncer plus tôt à l'alliance des cheual-légers et des bonapartistes, lesquels sont aussi révolutionnaires, si ce n'est plus que les radicaux les plus extrêmes.

Heureusement que la Constitution du 25 février reste debout, avec un chef de l'Etat, auquel ni M. Thiers, ni M. Rouher ne sauraient toucher. Mais il est incontestable que la politique du Gouvernement aux prochaines élections est appelée à faire son profit des incidents du jour, et qu'il n'y aura plus personne pour qualifier de conservateurs les candidats estampillés par M. le président du comité de comptabilité.

Nous continuons à faire connaître les appréciations des journaux.
Paris-Journal, malgré ses tendances bonapartistes, se montre froissé contre le groupe de l'appel du peuple, effaçant le nom de M. Buffet pendant deux jours, et allant lui offrir de le soutenir le troisième jour.

C'est justement pour cela que je me suis retiré, lui aurait répondu M. Buffet. Il ne me convenait pas d'être votre prisonnier.

Mais vous n'auriez pas été notre prisonnier, a répondu M. Leprovost de Launay.

Pardon, monsieur, chacun apprécie à sa façon ces sortes de questions. L'entretien en serait resté là.

L'article suivant est également extrait du Journal de Paris :

Les bonapartistes et certains hommes de l'extrême droite ne font pas mystère des motifs ou, pour mieux dire, du motif qui les a poussés à voter avec la gauche dans les scrutins qui ont eu lieu pour l'élection des sénateurs. Ce motif c'est la haine ardente que les uns et les autres portent aux orléanistes. Il ont voulu satisfaire cette haine n'importe par quel moyen, de même que ceux qui la soif dévore se jettent sur la première eau qu'ils rencontrent, sans se soucier de sa pureté.

Ils absorbent cette eau quelque troublée qu'elle soit, n'importe; ils ont satisfait leur soif. Les bonapartistes et les gens de l'extrême droite ont livré à la gauche la porte du Sénat. C'est une mauvaise action au point de vue conservateur, ils le savent bien. Mais n'importe, ils ont momentanément satisfait la haine qui les dévore, ils sont contents.

Quant aux conséquences que leur mauvaise action pourrait entraîner, ils ne paraissent pas s'en préoccuper. Et pourtant, si la gauche a la majorité dans le futur Sénat, il est clair que ni les bonapartistes, ni les gens de l'extrême droite n'auront lieu de s'en féliciter. Supposons pour un instant que la gauche ait la majorité, non pas seulement dans le Sénat, mais aussi dans la Chambre des députés; est-ce que les bonapartistes pourraient continuer d'écrire, ce qu'ils écrivent, à propager ce qu'ils propagent? S'imaginent-ils qu'un ministre de l'intérieur tel que M. Barthélemy Saint-Hilaire, par exemple, se montrerait pour eux plus tendre ou plus indulgent que M. Buffet? Il nous est difficile d'apercevoir quel profit ou quel avantage les bonapartistes pourront bien retirer de la faute qu'ils ont commise en livrant le Sénat à la gauche.

Quant aux gens de l'extrême droite, ils prennent soin de nous expliquer que s'ils se sont entendus avec toutes les gauches pour faire rentrer quelques-uns des leurs au Sénat, c'est qu'ils ont voulu se venger de ce que le centre droit « a fait la République contre le Roi et les royalistes. » C'est une explication comme une autre. Lorsque, sous la seconde République, certains hommes de l'extrême droite s'alliaient avec l'extrême gauche et avec le parti de l'Elysée et contribuaient ainsi, dans le vote sur la fameuse proposition des questeurs, à préparer les voies à l'Empire, ils poursuivaient sans doute aussi, contre le centre droit, la satisfaction de quelque injure imaginaire. On leur disait bien alors, « l'Empire est fait. » Mais ils savaient que l'Empire leur réservait quelques compensations, c'était d'abord le Sénat, le Sénat impérial, avec trente mille francs d'appointements, sans compter les charges de cour, pour lesquelles il se sentait une vocation naturelle. Par conséquent, chaque fois que certains hommes de l'extrême droite se sont donnés le plaisir de tirer vengeance du centre droit on peut dire qu'ils se sont arrangés de façon à ce qu'il y eût quelque profit attaché à la satisfaction de la vengeance même. Trente mille francs sous l'empire, douze mille francs sous la République : la vengeance est douce à ces conditions.

On lit dans le Moniteur universel :
Les mêmes raisons qui nous ont fait regretter l'attitude prise par les membres du centre droit dans

la préparation des listes sénatoriales, nous font aujourd'hui vivement déplorer les dispositions dont se montrent animés les membres de la gauche.

Pour nous, l'élection des sénateurs par l'Assemblée ne devait se faire que sur le terrain constitutionnel très-nettement délimité par les divers éléments de la majorité du 25 février.

Or, il est évident que cette élection se poursuit de plus en plus en dehors de ces divers éléments. Son succès repose, en effet, sur une alliance des gauches avec le groupe de l'appel au peuple et celui de l'extrême droite, à l'exclusion de ceux-là mêmes qui, dans le centre droit, ont formé l'appoint de la majorité du 24 février, et l'on ne peut plus se faire illusion sur les sentiments des bonapartistes et des légitimistes à l'égard de la Constitution.

Par la bouche de M. de Cassagnac, le parti de l'Appel au peuple a dit toute sa pensée sur la Constitution.

L'Empire, a dit l'orateur de Belleville, reviendra quand le peuple le voudra, parce que pour lui « les lois sont écrites sur le sable, et lorsqu'il en a assez, il les efface avec son large pied. »

Au lendemain de ces audacieuses attaques contre la Constitution, nous eussions voulu que M. le vice-président du conseil fit entendre contre elles, du haut de la tribune, le blâme qu'elles appelaient et que le pays attendait. L'occasion s'offrait belle à lui qui s'était déclaré l'ennemi du radicalisme, de le poursuivre dans les promesses radicales du bonapartisme.

Peut-être, si l'on eût écouté ce conseil, les complications en face desquelles se trouve aujourd'hui M. Buffet ne fussent point nées.

Aujourd'hui, c'est M. de la Rochette, sénateur élu par les gauches, qui qualifie d'acte coupable le vote de la Constitution, qui a institué le Sénat.

En présence de ces attaques venues et des bonapartistes et des légitimistes, nous disons aux républicains qu'ils entrent à leur tour dans une voie mauvaise et qu'en désertant, après le centre droit, le terrain du 25 février, pour se faire des alliés de ceux contre lesquels il a été créé, ils s'exposent à jouer sous peu un rôle de dupes.

On ne saurait en vain attaquer ou laisser attaquer devant le pays cette Constitution, qui a ramené la confiance dans les esprits comme dans les affaires.

Le pays se soucie peu de tous ces calculs d'ambitions et de passions qui s'agitent dans l'arène parlementaire; il voit plus haut et plus loin. Il veut la stabilité dans la prospérité. Calme et réfléchi, il sait qu'il ne peut l'attendre ni de la réaction, ni du radicalisme; il est aujourd'hui essentiellement conservateur progressiste.

Pour le pays, — que tous y songent bien, — la Constitution est la forteresse qui doit le protéger; il s'est promptement groupé autour du Maréchal, auquel la garde en a été confiée.

On lit dans le Journal des Débats :

Les gauches ont tenu l'engagement qu'elles avaient pris envers l'extrême droite; elles ont voté avec ensemble pour les nouveaux alliés qui ont abandonné l'ancienne majorité afin de venir renforcer la nouvelle de leurs voix. Les journaux du centre droit ne peuvent se consoler d'une défection qu'ils n'avaient pas prévue. Nous comptons sur la discipline l'écrivent-ils; mais du moment qu'il n'y a plus de discipline, notre espoir, notre certitude s'évanouit; nous ne retrouverons plus « cette supériorité du nombre » sur laquelle étaient fondés tous nos projets.

Pauvre centre droit, hier encore si arrogant, aujourd'hui si triste, si humble, si abattu! Il était sûr du succès, à la condition que la concorde la plus parfaite se maintiendrait constamment entre des rivaux





